De Louis-Napoléon à Valéry Giscard d'Estaing

Vingt présidents pour quatre républiques

I.) *La place est bonne mais il n'y a pas d'avancement*

LA première République, issue de la prise de la Bastille, se méfiait du pouvoir d'un seul homme. Elle lui préféra celui d'un Directoire à cinq personnages. Ce fut une erreur. Ce directoire déboucha sur le 18 Brumaire et Napoléon 1er.

La Révolution de 1848 instaura la IIe République. Elle ne vécut que trois ans. Louis-Napoléon Bonaparte devait y mettre un terme avec son coup d'Etat du 2 décembre 1851. Ce fut le premier des vingt présidents qui, en quatre républiques, se succédèrent en France.

Certains d'entre eux ont profondément marqué leur époque, tel Raymond Poincaré. D'autres n'ont laissé qu'un vague souvenir, quand ils ne se sont pas complètement effacés de la mémoire des Français. Adolphe Thiers, Mac-Mahon, Casimir Périer et Alexandre Millerand, s'attirèrent l'hostilité des Chambres et durent démissionner.
Sadi-Carnot et Paul Doumer furent assassinés. Deux moururent pendant leur mandat : Félix Faure et Georges Pompidou.
Réélus, trois présidents n'achevèrent pas leur second septennat : Jules Grévy, Albert Lebrun et le général de Gaulle.
La maladie entraîna le départ avant terme de Paul Deschanel, que l'on avait préféré à Clemenceau. Enfin, Emile Loubet, Armand Fallières et Gaston Doumergue connurent une présidence relativement paisible.

● Louis-Napoléon Bonaparte

10 décembre 1848
2 décembre 1851

La Révolution de février 1848 oblige Louis-Philippe à abdiquer. Un gouvernement provisoire proclame, le 24 février, la République et instaure le suffrage universel. Une Constituante est élue le 23 avril.
Cinq départements envoient siéger à cette Assemblée Louis-Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon 1er. C'est le 24 décembre, le coup d'Etat est ratifié par 7.500.000 voix contre 650.000.
La IIe République est morte. Tuée par son premier président.

● Adolphe Thiers

17 février 1871
24 mai 1873

Sous la poussée de l'invasion prussienne, l'Assemblée Nationale s'est repliée à Bordeaux. Le 17 février 1871, elle désigne Adolphe Thiers comme chef du pouvoir exécutif. Mais cette IIIe République n'est encore que provisoire. Selon le Pacte de Bordeaux « le pays connaîtra la forme définitive de son régime, lorsqu'il sera réorganisé ». Le premier geste de Thiers est de négocier avec Bismarck, les conditions de paix. Il abandonne l'Alsace-Lorraine, mais sauve Belfort et ramène à cinq milliards l'indemnité exigée par l'ennemi. Le 18 mars 1871, l'Assemblée ratifie l'accord. Paris considère ce vote comme une trahison et se soulève. C'est la Commune.
Le gouvernement provisoire et l'Assemblée quittent Bordeaux pour Versailles. L'insurrection se développe. Un nouveau siège de Paris commence. Le 21 mai, les « Versaillais » entrent dans la capitale : « Je serai impitoyable », avait dit Thiers. Il le fut. Sept jours d'exécutions sommaires. C'est la « semaine sanglante ».
Et soudain, coup de théâtre, le comte de Chambord, prétendant au trône, se prononce une nouvelle majorité se dessine autour des républicains modérés. Léon Gambetta, qui a abandonné ses positions intransigeantes, accélère le mouvement.
Un amendement proposé en septembre 1875 par le libéral Wallon va entraîner un tournant. Il est dit dans cet amendement que « ... le président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages, par le Sénat et la Chambre des députés, réunis en Assemblée Nationale. Il est nommé pour sept ans. Il est rééligible ».
La Constitution de 1875, inspirée, autre paradoxe, par les monarchistes, fixe les pouvoirs du président de la République. Ils seront les siens jusqu'en juillet 1940 ! Théoriquement, ces pouvoirs sont étendus et considérables. Garant de la politique internationale du pays, il est le chef suprême des armées, il a l'initiative des lois et peut dissoudre la Chambre des députés. Mais le président est irresponsable devant les parlementaires. La réalité du pouvoir est donnée à un chef de gouvernement, personnage politique, que n'avait pas prévu la Constitution !

La question religieuse crée un conflit opposant le chef de l'Etat aux députés. La Chambre est dissoute, le 25 juin 1877. Les élections sont gagnées par les républicains de Jules Grévy.
Le destin politique de Mac-Mahon est scellé. Il va d'humiliation en humiliation, d'abdi-

Louis-Napoléon Bonaparte : Ce n'était pas un aigle, mais il appartenait tout de même à la famille des rapaces

d'un gendre, le député Daniel Wilson. C'est un affariste, assoiffé d'argent. Il dispose, à l'Elysée, d'un appartement qu'il transforme en officine, « vendant au mètre, » dit-on, la Légion d'honneur.
Le scandale éclate. Les chansonniers s'en donnent à cœur joie. Jules Grévy tient tête à ses détracteurs pendant plusieurs mois. Mais, finalement vaincu, il doit démissionner le 2 décembre 1887.

● Sadi Carnot

3 décembre 1887
24 juin 1894

Pour succéder à Jules Grévy, certains songent à Jules Ferry. Mais Clemenceau rappelle qu'il a été préfet de Thiers sous la commune. Et on élit Sadi-Carnot, dont le mérite est d'avoir un nom républicain.
En janvier 1889 réapparaît l'ineffable général Boulanger. Le voilà député de Paris. Pour l'évincer, on lui fait croire à sa prochaine arrestation. Il s'enfuit. Exit Boulanger !
La grande idée de Sadi Carnot est le rapprochement France-Russe qui sortira la France de son isolement. En mars 1894, l'alliance entre les deux puissances est ratifiée. Ce succès diplomatique gomme les ef-

d'Etat, et élu président le 15 janvier 1895.
Bel homme, d'une prestance avantageuse, la taille bien prise, il s'attache à mettre en valeur, le côté représentatif de ses fonctions. Pointilleux, question protocole, il peaufine le cérémonial de l'Elysée, donne des fêtes somptueuses. C'est tout juste s'il ne rétablit pas le rituel de la Cour de Versailles. Ah ! Il mérite bien le surnom de président-Soleil que lui donnent les chansonniers.
La politique ? Ce n'est pas là son souci. Il s'en remet aux partis, aux ministres, aux députés pour décider de l'orientation de la politique gouvernementale.
Et cela dure quatre ans. Quatre années de faste ! Malgré l'affaire Dreyfus. Et le « J'Accuse » d'Emile Zola, qui entame sa crédibilité. Félix Faure aime les femmes et ne s'en cache pas. Le peuple sourit à ses fredaines extra-conjugales. L'une d'elles lui est fatale, le 16 février 1899. Il meurt et il est aussitôt oublié, tant il fut un président superficiel.

● Emile Loubet

16 FEVRIER 1899
18 FEVRIER 1906

EmileLoubet est resté comme le président de la Belle Epoque. Sa bonhomie et sa simplicité le rendent rapidement populaire. Son septennat avait cependant mal débuté.
Le 23 février, jour des obsèques de Félix Faure, le nationaliste Paul Déroulède tente un coup d'Etat et veut marcher sur l'Elysée. Il échoue piteusement.
Loubet est un président exemplaire. Jamais il ne sortira du rôle que lui assigne la Constitution. Il laissera les mains libres à ses présidents du Conseil. Ainsi, du fond du cœur, il désavoue le « Petit père Combes », mais il ne s'oppose pas ouvertement à sa politique anticléricale. Ce n'est qu'un exemple entre cent. Il se manifeste cependant en politique étrangère, et sous l'influence de Delcassé, renoue avec l'Angleterre.
A l'issue de son mandat, Lou-

par Henri Ceccaldi

neveu de Napoléon I^er^. C'est alors un homme de 40 ans. Son allure timide et effacée dissimule un comploteur-né. Il rêve d'être empereur des Français. Tous ses actes sont guidés par cette ambition. Tous ses efforts tendent à la réaliser.

Candidat à la présidence de la République, la légende napoléonienne jouant en sa faveur, il est élu le 10 décembre 1848, par 5.500.000 voix, laissant loin derrière ses adversaires. Mais la droite, regroupée autour de Thiers, espère le manœuvrer. C'est le contraire qui se produira.

Prenant prétexte de manifestations organisées par les républicains de Ledru-Rollin, pour protester contre l'intervention française à Rome, destinée à soutenir le pape Pie IX chassé de ses états, il baillonne la presse et restreint le droit de réunion.

Louis-Napoléon soigne son image de marque, voyage beaucoup, flatte le peuple. Mois après mois, il se rapproche de son but. Il précipite les événements, révoque le général Cavaignac, homme du parti de l'Ordre qui tient l'armée, installe aux postes-clés ses fidèles. Les éléments d'un coup d'Etat sont en place.

Dans la nuit du 1^er^ au 2 décembre 1851, il passe à l'action. De nombreuses personnalités politiques et militaires sont arrêtées. Par voie d'affiche, Louis-Napoléon met la capitale devant le fait accompli. L'Assemblée est dissoute. Le suffrage universel, mis à mal par la loi du 31 mai est rétabli, mais c'est pour faire passer le plébiscite.

Les réactions sont violentes. La répression féroce.

pour le drapeau blanc. Il a laissé passer sa chance.

Thiers a choisi. Ce sera la République ! Une prise de position qui lui fait perdre la confiance des royalistes. Ils sont majoritaires à l'Assemblée et le 24 mai 1873 votent une motion de défiance. Le soir même, Thiers démissionne.

● Le Maréchal de Mac-Mahon

24 mai 1873
30 janvier 1879

La présidence du Maréchal Mac-Mahon est placée sous le signe du paradoxe.

Le 24 mai 1873, il est élu président de la République. Mais, en droit, la République n'existe pas encore.

Mac-Mahon est légitimiste. La III^e^ République sera, cependant, votée sous sa présidence.

C'est un militaire, sans aucune expérience politique, et on dit que son esprit n'est pas des plus vifs. Une proie facile pour ce duc de Broglie, qui n'a pas abandonné ses projets de restauration.

Après le vote par l'Assemblée de la loi du « septennat » qui accorde au président des pouvoirs pour une durée de sept ans, la majorité se disloque. On ne peut entrer dans le détail des convulsions qui secouent l'Assemblée. Elles débouchent sur la chute du duc de Broglie.

Les républicains progressent dans le pays. Ils ont triomphé aux élections municipales de 1874. Après le départ du duc, cation en abdication. Comme l'a dit Gambetta : « Il doit se soumettre ou se démettre ». Le 30 janvier 1879, il se démet.

● Jules Grévy

30 JANVIER 1879
2 DECEMBRE 1887

Elu le 30 septembre 1879, Jules Grévy est le premier président de la République, vraiment... républicain !

Son allure est celle du bourgeois-type de cette fin du XIX^e^ siècle. Digne. Austère. Quand il entre à l'Elysée, ses premiers mots sont pour affirmer : « Je ne serai jamais en lutte avec la volonté nationale exprimée par ses organes constitutionnels. »

Refusant de mener une politique personnelle, il utilisera au maximum deux de ses pouvoirs. Il se considère comme le garant de la politique étrangère de la France et il choisira, lui-même les présidents du Conseil.

Sous son septennat sont adoptées les lois établissant l'école laïque obligatoire et gratuite. On vote les libertés de la presse et de réunion ; on jette les bases des syndicats ouvriers ; on supprime l'inamovibilité des sénateurs ; on accorde aux Conseils municipaux le droit d'élire leur maire ; le réseau ferré se développe, etc.

Réélu en janvier 1886, Grévy est confronté à l'ambitieux et inconsistant général Boulanger, ministre de la Guerre. Il réussira à l'éliminer.

Hélas, Jules Grévy est affligé fets du scandale de Panama qui ébranla le régime. Il n'atteint, cependant pas Sadi Carnot dont l'honnêteté est au-dessus de tout soupçon.

Le 24 juin 1894, le président est assassiné par l'anarchiste Caserio à la foire de Lyon qu'il inaugurait.

● Casimir Périer

25 JUIN 1894
15 JANVIER 1895

Casimir Périer fut élu... « Par hasard » diront ses adversaires. Et ils sont nombreux !

Sa présidence ne dura que sept mois. Ce fut suffisant pour qu'il fasse l'unanimité contre lui. Jean Jaurès, défendant un journaliste poursuivi pour « offenses au chef de l'Etat » compare l'Elysée à « une maison louche de banque et d'usure où agonise l'honneur de la République ».

Ses ministres l'ignorent. Ils ne lui rendent jamais compte de leurs décisions, ni des mesures qu'ils prennent.

Lassé enfin de vivre dans un tel climat d'hostilité, Casimir Périer démissionne le 15 janvier 1895 et part dans l'indifférence générale.

Un seul fait à signaler. Sous son éphémère présidence, le capitaine Alfred Dreyfus fut condamné pour espionnage et dégradé.

● Félix Faure

15 JANVIER 1895
16 FEVRIER 1899

Félix Faure, commerçant du Havre, fut préféré à Waldeck-Rousseau, véritable homme bet refuse de se représenter et regagne son village natal, dans la Drôme.

● Armand Fallières

18 FEVRIER 1906
18 FEVRIER 1913

Ah ! le brave homme. Sa rondeur, sa jovialité, sa bonhomie, sa simplicité, et son terrible accent du Lot-et-Garonne, font la joie des gazetiles. Pour tous, c'est le « Père Fallières ». Il aime se promener, seul, à pied. Sans escorte. Il n'a rien perdu de ses origines paysannes et possède un solide bon sens allié à une saine logique. Ceux des gens de la terre, parmi lesquels il se flatte de compter.

Malgré sa nonchalance, plus apparente que réelle, il suit de près, l'activité politique. Avec une rare prescience, Armand Fallières sent monter la guerre.

En février 1913, arrivé au bout de son mandat, conscient d'avoir bien géré la France, il retourne à sa terre natale. En quittant l'Elysée, il a ce mot : « La place est bonne, mais il n'y a pas d'avancement ».

(A suivre.)

DEMAIN :
« Le Père La Victoire » battu... à l'Elysée

Mac-Mahon : « Sa devise était : j'y suis, j'y reste »...

Jules Grévy : Ah ! quel malheur d'avoir un gendre...

Sadi Carnot : promis au poignard de Caserio.

Félix Faure : la politique du canapé

Emile Loubet : le président de la Belle Epoque

De Louis-Napoléon à Valéry Giscard d'Estaing

Vingt présidents pour quatre républiques

par Henri Ceccaldi

UN président chasse l'autre. Tous ne furent pas également heureux dans leurs choix politique. Et tous n'eurent pas la chance d'aller au bout de leur mandat. Il y avait les sages. Tel Cincinnatus, Emile Loubet et Armand Fallières retournaient à leur charrue, pardon à leur village. Mais d'autres quittaient l'Elysée, amers, déçus, désavoués. Comme Thiers, Mac-Mahon, Casimir-Périer, Alexandre Millerand. Tout cela, Henri Ceccaldi l'évoquait hier. Il poursuit ici cette fresque historique. En rappelant que le « Père la Victoire » n' a pas jugé digne d'exercer les fonctions que l'on va pourtant confier à Paul Deschanel. L'homme qui sautera du train en marche...

II.) *Le « Père la Victoire » battu... à l'Elysée*

● Raymond Poincaré

18 février 1913
18 février 1920

Quand il est élu, Raymond Poincaré a, derrière lui, un long passé d'homme politique de premier plan. Partisan d'une alliance avec la Russie et l'Angleterre, il est, par contre, hostile à un rapprochement franco-allemand.

Après l'assassinat, le 28 juin 1914 à Sarajevo, de l'héritier de la couronne d'Autriche, les événements se précipitent. Raymond Poincaré se rend en Russie qui, le 30 juillet, mobilise. C'est la guerre.

On discute, aujourd'hui encore, du rôle que Poincaré a joué dans la mobilisation russe. A-t-il pesé sur la décision du tsar ? Les avis sont partagés.

Alors que le conflit se prolonge, la situation politique se dégrade. En novembre 1917, Raymond Poincaré appelle au pouvoir Georges Clemenceau. C'est l'homme qu'il déteste le plus au monde. Par sa présence écrasante, Clemenceau relègue Poincaré à un rôle passif. Le maître de la France, jusqu' à la victoire, sera le « Tigre ».

En 1919, les élections sont favorables à la droite. La Chambre « bleu horizon » décrète que « le président de la République a bien mérité de la patrie ».

Renonçant à solliciter le renouvellement de son mandat, il entend gouverner, comme la Constitution lui en donne le pouvoir. Mais il se heurte à son président du Conseil, Alexandre Millerand, qui s'appuie sur la majorité de la Chambre. Paul Deschanel s'incline.

On le savait nerveux, émotif. Sorti vaincu de la partie de « bras de fer » qu'il disputa avec Millerand, il s'effondre, comme si quelque chose s'était cassé en lui. Ses propos sont incohérents, ses attitudes incompréhensibles.

En mai 1920, se rendant à Montbrison, il saute du train en pleine nuit, et en pyjama se réfugie auprès d'un garde-barrière. On étouffe le scandale.

Le 10 septembre suivant, il se baigne, tout nu dans la pièce d'eau du château de Rambouillet !

Cette fois, c'en est trop. On l'oblige à démissionner... pour raison de santé, le 20 septembre 1920.

● Alexandre Millerand

20 septembre 1920
11 juin 1924

Alexandre Millerand est président du Conseil quand Paul Deschanel démissionne. Elu par 695 voix, il ne dissimule pas qu'il est partisan d'une révision de la Constitution. Aussi son septennat promet-il d'être difficile !

Dès qu'il est installé à l'Elysée, Millerand prend en main la

Les élections législatives doivent se dérouler les 1er et 8 mai 1932. Entre les deux tours, le 6 mai, le président inaugure la vente des livres d'écrivains anciens combattants. Il est abattu de cinq balles de révolver par un exilé russe, Gorguloff, alors qu'il était devant le stand de Claude Farrère.

● Albert Lebrun

10 mai 1932
10 juillet 1940

Le seul titre qui empêche Albert Lebrun, de sombrer totalement dans l'oubli, est d'avoir été le dernier président de la IIIe République !

Quand il accède à la magistrature suprême, c'est un parfait inconnu du grand public, bien qu'il soit alors président DU Sénat. Sa carrière politique est si terne, qu'il n'est jamais sorti de l'anonymat.

Son influence a été nulle. Et pourtant, quel septennat a été le sien ! Nul président, excepté Raymond Poincarré, n'en connut d'aussi grave.

La crise économique entraîne, en 1935, une amputation de 10 % du pouvoir d'achat.

En 1936, le Front Populaire remporte les élections. Léon Blum, leader de la S.F.I.O. prend le pouvoir et procède à de très importantes mesures sociales, s'inscrivant dans un changement de société, et qui sont toujours en vigueur. En

Poincaré quitte l'Elysée le 17 février 1920.
Il est rappelé au pouvoir, en 1922, pour faire face à une situation financière angoissante. Président du Conseil, il sauve le franc, en 1924, et le stabilise.

● Paul Deschanel

18 février 1920
20 septembre 1920

Georges Clemenceau est l'homme le plus populaire de France. C'est le « Père la Victoire ». Mais c'est Paul Deschanel qui est élu président de la République.
L'allure d'un dandy, la moustache conquérante, très élégant, Paul Deschanel, dès ses débuts en politique, n'a eu qu'une ambition. Une seule. Mais de taille. Etre président de la République. Ce but est atteint le 18 février 1920.
Ayant une conception très nette

Charles de Gaulle

politique du pays, décidé à la mener activement. Il contraint ainsi à démissionner Aristide Briand, président du Conseil, dont la politique, vis-à-vis de l'Allemagne, s'oppose trop à la sienne.
Raymond Poincaré succède à Briand. Il décide l'occupation de la Ruhr, afin d'obliger les Allemands à respecter le traité de Versailles. Millerand veut, par cette opération, assurer la sécurité de la France. Ce sont là deux conceptions qui se heurtent.
Le Cartel des Gauches remporte les élections de 1924. Il vote une motion de défiance contre Millerand et exige son départ. Le chef de l'Etat doit s'incliner.

● Gaston Doumergue

11 juin 1924 - 13 juin 1931

Gaston Doumergue, appelé familièrement Gastounet, sera le Fallières de l'après-guerre. Tout en lui le rappelle : sa simplicité, son sourire, son amour de la bonne chère et du bon vin. Sitôt élu, il affirme : « Je serai au-dessus des partis, pour être, entre eux, un arbitre impartial ». Il tiendra parole.
La crise financière de 1926 trouble son septennat qui se déroulait paisiblement. Le franc, est une fois de plus menacé.
Après qu'un cabinet Herriot eût été renversé, le lendemain de sa formation, Raymond Poincaré est chargé de former le gouvernement. Il sauve le franc, mais malade, il doit démissionner en 1929.
En 1931, Doumergue se retire à Tournefeuille. En 1934, il devait revenir au pouvoir, pour former un cabinet d'Union Nationale, après les émeutes du 6 février qui manquèrent de renverser le régime. Mais ceci est une autre histoire.

● Paul Doumer

13 juin 1931 - 6 mai 1932

Elu par 504 voix, Paul Doumer est fils d'ouvrier. Son père était poseur de rails, et lui-même débuta comme apprenti dans une petite usine. A force de travail, il devint professeur de mathématiques.
Avec son visage sévère qu'ornait une barbe taillée au carré, il intimidait. Paul Doumer ne fut pas populaire, mais on le respectait. Il incarnait la conscience et le devoir.

Allemagne, c'est la montée du péril hitlérien. Léon Blum doit renoncer à former un gouvernement d'Union Nationale destiné à faire face à ce danger. C'est la fin du Front Populaire.
Le 10 mai 1939, arrivé au terme de son mandat, Albert Lebrun se représente. Et il est réélu !
La guerre éclate le 1er septembre. Le locataire de l'Elysée va continuer de subir les hommes et les événements. Sans réagir.
En juin 1940, à l'instigation de Paul Reynaud, il fait appel au maréchal Pétain, pour former le gouvernement. Peu après, Lebrun a un sursaut et décide de gagner l'Algérie. Trop tard. Pierre Laval fait échouer ce projet.
Le 12 juillet, l'article 2 de la loi constitutionnelle du 25 février 1875 est abrogé. La IIIe République est morte. « L'Etat français » lui succède. Il durera autant que la guerre. Le maréchal Pétain a congédié les Chambres qui lui ont conféré le pouvoir constituant. A l'exception de 80 députés et sénateurs irréductibles, appelés depuis : « Le groupe des quatre-vingts ». La France est coupée en deux par la ligne de démarcation imposée par l'Allemagne nazie. C'est la période noire. A la libération,

Charles de Gaulle rétablit la République. La quatrième. Mais il faudra attendre le vote d'une constitution, le 13 octobre 1946 pour voir le référendum, pour songer à désigner un nouveau chef de l'Etat.

● Vincent Auriol

16 janvier 1947
16 janvier 1954

C'est un authentique socialiste, un des leaders de la S.F.I.O. qui entre à l'Elysée, le 16 janvier 1947. La simplicité bon enfant, de Vincent Auriol, son accent rocailleux de La Garonne, font merveille auprès des foules. Malgré l'étroite marge que lui laisse la Constitution, il va jouer un rôle politique important et influer sur le destin de la toute jeune IVe République.
Au début de mars, le rassemblement du Peuple Français est créé par le général de Gaulle. Entre le R.P.F. et le Parti Communiste, surgit la Troisième Force (S.F.I.O.,

Montage des vingts présidents de la République française de décembre 1848 à avril 1981. Premier rang : Louis-Napoléon Bonaparte, Adolphe Thiers, Maréchal Mac-Mahon et Jules Grévy. Second rang : Sadi Carnot, Jean Casimir-Périer, Félix Faure, Emile Loubet. Troisième rang : Armand Fallières, Raymond Poincaré, Paul Deschanel, Alexandre Millerand. Quatrième rang : Gaston Doumergue, Paul Doumer, Albert Lebrun, Vincent Auriol. Dernier rang : René Coty, Général Charles de Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing.
(AFP Photo GR)

U.D.S.R., Radicaux et M.R.P.).
Les difficultés s'accumulent. La guerre d'Indochine se poursuit. L'inflation est galopante.
Il faudra attendre 1952 et Antoine Pinay pour qu'elle cesse ses ravages. Enfin, les crises ministérielles se multiplient. Et s'éternisent ! En mai 1953, Vincent Auriol mettra un mois pour trouver un président du Conseil. Ce système est décidément bloqué. Le président déçu par le Parlement, las de lutter en vain, ne sollicite pas le renouvellement de son mandat.

● René Coty

16 janvier 1954
8 janvier 1959

Au 13e tour de scrutin (un record) René Coty est élu le 16 janvier 1954.
Par son allure, son comportement, son maintien, il évoque les présidents de la IIIe République. Avec sa femme, il forme un couple de bourgeois, typiquement « Français moyen ».

Aussi populaire que le furent Fallières et Doumergue, il n'essaiera jamais, au plan politique, d'imposer son point de vue. Il laissera aux ministres leur pleine liberté d'action.

La France traverse des heures tragiques. Elle subit l'affront de Dien-Bien-Phu et Mendès-France, président du Conseil, signe les accords de Genève.

Après la chute du cabinet Edgar Faure, s'appuyant sur la Constitution, Coty dissout la Chambre, le 2 décembre 1955.
Le Front Républicain (S.F.I.O., Mendésistes, U.D.S.R., Gaullistes de Chaban-Delmas) remporte les élections. Le chef de l'Etat charge le leader socialiste Guy Mollet de former le gouvernement. Il aura pour tâche essentielle, de faire face à la guerre d'Algérie qui embrase tout le pays. C'est un échec.

Le 8 mai 1958, le M.R.P. Pflimlin est appelé à le remplacer.
Le 13 mai, alors que la Chambre s'apprête à voter son investiture, de graves événements se déroulent à Alger. Après avoir occupé les bâtiments du gouvernement général, les manifestants forment un Comité de Salut Public de l'Algérie Française, que présidera bientôt le général Salan.
Pour René Coty, qui ne manque ni de clairvoyance, ni de sens politique, ces actes marquent la faillite des institutions de la IVe République.

Dans la confusion extrême qui règne, alors en France, tous les yeux se tournent vers le général de Gaulle, qui s'est retiré à Colombey-Les deux Eglises.

Le 27 mai, le gouvernement Pflimlin démissionne et René Coty désigne le chef de la France libre comme président du Conseil. Le 1er juin, l'assemblée vote l'investiture par 329 voix contre 224. Et le 21 décembre, Charles De Gaulle est élu président de la République et de la communauté.
La Ve République est née.

Les présidents de la Ve République

Le référendum est, depuis 1958, prévu par la Constitution. Le général de Gaulle l'utilise, en 1962, pour décider que le président de la République sera élu au suffrage universel.

Sollicitant le renouvellement de son mandat, il est réélu en janvier 1967. Mais le 28 janvier 1969, De Gaulle démissionne après le rejet de son projet de suppression du Sénat, soumis au référendum.
Georges Pompidou, son ancien Premier ministre, qui lui succède, meurt le 2 avril 1974.

Le 19 mai 1974, Valéry Giscard D'Estaing est élu, devançant François Mitterrand de 422.791 suffrages.

FIN